

Avignon, le 18 septembre 2026

COMPTE RENDU DU CSAL-FS DU 08/09/2026

Après la lecture de notre déclaration liminaire (cf pièce jointe), la réunion s'est ouverte vers 10h (heure aussi tardive à cause de problèmes techniques de visio conjugués à une jauge trop importante pour la taille de la salle).

Le point unique à l'ordre du jour de cette Formation Spécialisée (FS) était l'adaptation du réseau (que nous appellerons NRP2 pour des facilités de compréhension) vu sous l'angle des conditions de travail, des risques psycho-sociaux (RPS), du risque routier, du pouvoir d'achat (que nous considérons comme faisant partie des conditions de travail), etc....

Les actrices de prévention (Médecin du travail, Inspectrice Santé Sécurité au travail, Assistante de Service Social et Assistante de Prévention) étaient bien présentes, ainsi que trois experts provenant des services de Monteux et du SIE de Carpentras, nommés par les organisations syndicales.

Petit rappel du contexte : s'appuyant sur un réseau bien dégradé suite au NRP1, le DDFIP du Vaucluse a fait des propositions à la DG de contraction sévère du réseau, avec la bénédiction du Préfet.

L'ordre des faits a bien été respecté selon le protocole DGFIP : on discute d'abord avec le Préfet, puis la DG, puis les chefs de service puis les agents et enfin les représentants du personnel, ce qui donne une idée assez précise du degré de considération et de respect de chacun auprès du DDFIP.

Celui-ci ayant reçu l'approbation de ses suzerains, le voilà parti sur les chemins escarpés de la vallis Clausa en pleine canicule. Avantage : il a fait l'économie d'une bonne partie des récriminations des agents concernés par son projet destructeur, car mi-juillet, à peine la moitié des effectifs était présente dans les services visités. Et en juillet et août, arriver à coordonner une réaction d'ampleur chez les agents relève de l'exploit

Et tant pis si l'annonce des futures restructurations se fait quelques jours à peine après la publication des différents mouvements d'affectation ; pour nous, cela fait partie du manque de respect et de transparence que l'ensemble des représentants du personnel ont relevé.

L'initiative de la DG de réduire encore la voilure du réseau pour des considérations bassement budgétaires (loyers, électricité, etc.) mais aussi pour faciliter de futures suppressions d'emplois est prévue de s'étaler sur les quatre prochaines années. Mais pour l'instant, le DDFIP de Vaucluse n'a voulu évoquer que des restructurations pour 2027 et 2028.

Autant on n'est absolument pas demandeur de ces évolutions négatives, autant on veut connaître le plan de génie qui va s'imposer à nous sur le prochain cycle. La DGFIP a annoncé la suppression de 330 services au plan national et doit donc déjà connaître les implantations concernées par le couperet à venir. A noter, à cet égard, que la DDFIP 84 est plutôt en avance sur le programme de destructions...

Ainsi, de ce qui est dévoilé du projet du Directeur, les antennes du SPFE et des SIE se font intégralement dézinguer. Les antennes des SIP verront leurs missions se réduire aux accueils (physique, électronique et téléphonique). Les trésoreries hospitalières vont être fusionnées à marche forcée (dès le 1^{er} janvier 2027). La mission EHPAD des SGC et Trésoreries Hospitalières transférée à la Paierie. Enfin les SGC de Monteux et Vaison doivent être fusionnés sur le site de Carpentras-Serres, dans un bâtiment situé à côté du CCPRO.

Pour nous, le manque de sincérité s'est traduit envers les agents et les représentants du personnel, bien entendu, mais aussi envers les partenaires que constituent les usagers institutionnels des SGC et trésoreries ou encore les propriétaires des locaux occupés (Mairie de Monteux, propriétaire privé à Vaison, Conseil départemental pour Apt), à qui on a fait faire des travaux et dont on fuit les bâtiments à brève échéance.

Pour nous, ce projet est mauvais à tous points de vue, que ce soit pour les agents ou les usagers et il doit être **RE-TI-RÉ**. La DGFIP parle souvent d'évolution (par exemple en matière de recouvrement ou d'encaissements) et nous on parle de dégradation du service public ou de la mission.

Même le Directeur a convenu que dans cet ensemble de restructurations, il y avait des injonctions contradictoires qui pouvaient entraîner des RPS. Il reconnaît en effet avoir dû faire des choix et être bien conscient de l'impact sur les personnels dont le service est transféré/supprimé. Une façon, donc, de reconnaître que ces opérations de restructuration du réseau ne vont pas dans le sens d'une « évolution », mais bien d'une dégradation des services publics. C'est exactement ce qu'on a dit : la DGFIP crée elle-même des RPS alors que la réglementation impose à tout employeur de les réduire au maximum.

Les thématiques communes ont été passées en revue.

On a vu en détail que pour une large majorité des agents impactés les trajets étaient allongés, ce qui joue sur le temps de vie personnel, au-delà de l'augmentation du risque routier et du surcoût financier.

Ainsi, en éloignant les agents de leur futur lieu de travail, la DDFIP84 amenait les agents à repenser toute leur organisation familiale en matière de transport des enfants vers les crèches ou écoles .

Pour faire passer la pilule, la DDFIP propose généreusement une augmentation du temps de TT à 3 jours/semaine pour 1 an maximum («
», dicit M.LAFFITTE).

De même, les modalités de restauration ou de parking sur place ne vont pas dans le sens d'une amélioration.

Enfin, pour les agents des SGC et des trésoreries hospitalières, il faut se replonger dans les emmerdements de la fusion et en particulier la comptabilité ou la gestion des stocks de dossiers ou encore les méthodes de travail, etc.... tout ça avec la perspective d'avoir des services grossis, fonctionnant en mode hyper-industriel. Les Temps Modernes, quoi....

Les experts ont pu témoigner pour eux-mêmes et pour les agents de leurs services de cette accumulation de soucis, sans compter les informations qui se sont avérées erronées, notamment pour les agents du SIE de Carpentras à qui il était promis depuis une paire d'années qu'ils iraient s'installer sur le site du CCPRO et qui finalement vont valdinguer à Orange.

Le sentiment de n'être que des pions est de plus en plus vivace.

Pour d'autres services, nous avons lu une motion rédigée par les agents de la trésorerie hospitalière de Carpentras ou bien cité des exemples personnels qui nous avaient été remontés.

Du point de vue des installations matérielles, nous avons insisté sur la nécessité (à titre plus général que ce projet de restructurations, d'ailleurs) de ne pas avoir des open-space de plus de 6 personnes. Au-delà de ce seuil, on constate partout plus de nuisances, sonores en particulier, que de gains.

Autrement dit c'est la bataille du confort de l'installation contre l'alliance du coût budgétaire et de la densification (dans des espaces de travail plus réduits, on ne peut pas installer autant d'agents que dans de grands open-space, à surface totale équivalente).

On n'est pas Mme Irma, mais on peut prédire que, souvent, la logique low-cost l'emportera.

Concernant les suppressions d'antennes (SIE Nord et Sud-Vaucluse, SPFE) comme les fusions de services (hospitalière, SGC), seule la logique d'économiser sur des loyers et des fluides, mais aussi sur les emplois (encadrement ou agents) prévaut. A aucun moment, ces regroupements vont améliorer en quoi que ce soit la qualité de vie au travail des agents ou le service rendu au public.

Enfin, on voit bien que tous les services peuvent être touchés (fin du PCE au 31 /08, avenir restreint des antennes de SIP, regroupement des services en entités à taille inhumaine).

Chacun doit donc se sentir concerné.

A l'issue de cette FS-marathon (clôture des débats à 19h sans qu'aucune question diverse n'ait été abordée), les représentants du personnel ont émis un avis (on rappelle qu'il n'y a pas de vote en FS sauf sur le budget) que vous trouverez en pièce jointe.

Vos élus qui ont siégé à ce CSAL-FS :

Marc GUERARD

Laurent DERBES

Arnaud BEAUJARD

Julien MARCHAL